Le 23-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF



Le Parti de la démondialisation ne soutient pas l'idée de la « *construction d'une grande force politique de gauche* ». La gauche, en incluant le Parti socialiste comme le font certains, est déjà rassemblée en deux ensembles. Le premier gravite autour du Parti socialiste (PS) avec un cercle rapproché constitué d'Europe-Écologie-Les-Verts (EELV) et du Parti radical de gauche (PRG) qui n'en sont que des filiales. Un deuxième cercle existe, plus éloigné, qui est le Front de gauche et particulièrement le PCF.

Le point commun à ces deux ensembles est leur accord de fond sur le maintien de la France dans l'euro, l'Union européenne et plus généralement dans les institutions qui, comme le FMI, l'OMC et la Banque mondiale sont les piliers de l'ordre néolibéral mondial. C'est pourquoi, au lieu de parler de « *gauche* », nous préférons parler de construction d'une force politique visant à défendre les intérêts du peuple, c'est-à-dire des classes dominées. Cette nouvelle force ne peut venir ni des dirigeants du PS, ni de ceux du Front de gauche ou du NPA, autrement dit de la gauche telle qu'elle est aujourd'hui. Postuler que la gauche telle qu'elle est n'est pas fidèle à ce qu'elle devrait être ou aurait dû rester, c'est postuler l'existence d'une gauche qui ne soit pas historique mais mythique. Rien ne vient étayer ce postulat, tout vient le contredire.

Ce qui fait avancer les intérêts du peuple, des classes dominées, est une question pratique à laquelle il est toujours possible de donner une réponse.

Qui est vraiment de gauche ou pas, pourquoi, qu'est-ce que la gauche en dehors de ce qu'elle est actuellement, est une question métaphysique.

Cela brouille les esprits au lieu de les éclaircir sur ce qu'il convient de faire. Il faudra bâtir autre chose et en dehors. Tous ceux qui veulent y contribuer sont invités à se rassembler, notamment dans le Pardem. Les militants de ces partis doivent être invités à ne plus perdre leur temps et à nous rejoindre. La notion de gauche désarme ceux qui se dressent contre la mondialisation néolibérale, et les empêche d'admettre simplement ce qui découle de ce constat pourtant indéniable : le PS est bien le parti principal, stratégique des classes dominantes.

Cette nouvelle force à laquelle nous voulons participer, le rassemblement pour la démondialisation, assumera le combat électoral et la nécessité de la conquête de l'État afin de représenter politiquement les intérêts structurels des classes populaires et moyennes, de rendre opérationnelle dans les faits la souveraineté nationale, de mettre les institutions à son service. Elle devra retourner à la base et renouer avec les classes dominées.

L'électoralisme devra être abandonné (conception démagogique de la politique qui consiste à flatter l'électorat et à masquer les aspects désagréables de la réalité dans le seul but du gain électoral escompté). Cela permettra de faire des élections des moments de vérité sur les rapports de force idéologiques qui contribueront, entre les élections, de mieux stimuler les luttes sociales.

Seule l'existence d'un parti représentant les intérêts structurels des classes dominées permettra de faire des élections un moment politique, leur donnant un sens, pour en faire le moment où les enjeux fondamentaux se dessinent concrètement.

Les débats sur ces derniers clarifient, schématisent les propositions politiques nationales nécessaires, les mettent au centre des débats publics contradictoires. Seul le Pardem semble à même de combler l'actuel vide politique abyssal et tragique. La gauche, quant à elle, fait le travail inverse et fait des élections l'impossibilité même de mener au grand jour les débats fondamentaux. Sortons au plus vite de ce trou noir.

Pour le Parti de la démondialisation, il faut aussi participer à la création d'une alliance politique dans le pays portant l'exigence de la souveraineté nationale. C'est le seul moyen d'appliquer un programme inspiré de celui du Conseil national de la Résistance (CNR) de 1944.

Pour faire partie de ce rassemblement de la Résistance, pour la démondialisation, quelques conditions sont nécessaires. La première condition, la plus évidente, est un combat sans compromission, directe ou indirecte, contre le racisme et la xénophobie qui sont un cancer qui ronge notre société. Il faut aussi se mettre d'accord sur un certain nombre de positions programmatiques marquées par l'internationalisme. Les organisations et personnalités souhaitant s'engager dans la perspective de la construction de ce rassemblement devront enfin travailler à un programme s'inspirant des valeurs et des ambitions de celui adopté par le CNR en 1944. Dans ce but, le Pardem propose les éléments suivants :

- La souveraineté institutionnelle et politique. Sortir de l'Union européenne pour construire des coopérations libres avec les peuples et nations d'Europe débarrassées de l'eurolibéralisme.

- La souveraineté militaire. Sortir de l'OTAN.

- La souveraineté monétaire et budgétaire. Démanteler les marchés financiers et sortir de l'euro afin de supprimer le chômage et la précarité par l'instauration du droit opposable à l'emploi, la relance de l'industrie, la démocratisation des organisations productives.

- La souveraineté commerciale. Prendre des mesures protectionnistes inspirées du cadre internationaliste et universaliste rénové de la Charte de La Havane.

- La souveraineté sociale pour redresser la Sécurité sociale et la protection sociale en général.

- La souveraineté économique. Restituer à la nation les grandes féodalités financières, industrielles, de services et médiatiques afin de mettre en œuvre un programme permettant une mutation écologique, sociale et démocratique des modes de production et de consommation.

En un mot : démondialiser. Telle est la base de discussion du Pardem, sachant qu'un compromis acceptable doit être trouvé entre toutes les forces intéressées.

L'heure est donc au rassemblement des forces sociales, patriotiques, démocratiques et républicaines sur ce qui apparaît aujourd'hui l'essentiel : reconquérir l'indépendance nationale de la France, et par conséquent démondialiser.

C'est la condition indispensable – même si elle n'est pas suffisante – pour mener des politiques libérées de la chape de plomb de la mondialisation et de son relais européen incarné par l'Union européenne. Un rassemblement qui s'inspirerait directement du Conseil national de la Résistance est donc aujourd'hui la forme politique qui pourrait susciter l'espoir et l'enthousiasme.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire